Les signes annoncent un krach financier – les responsables politiques restent les bras croisés

*par Urs P. Gasche**



Urs P. Gasche (Photo infosperber)

(CH-S) Le rédacteur en chef du site «Infosperber», Urs P. Gasche, attire l'attention sur l'effondrement financier mondial qui plane depuis des décennies et qui menace également la Suisse. Où sont les propositions du Conseil fédéral concernant des mesures visant à protéger la population? Que se passera-t-il lorsque les actions s'effondreront et que la prévoyance vieillesse de millions de Suisses partira en fumée? Les mesures timides prises par les Chambres fédérales pour se prémunir contre les risques liés aux défaillances de paiement des grandes banques laissent craindre le pire.

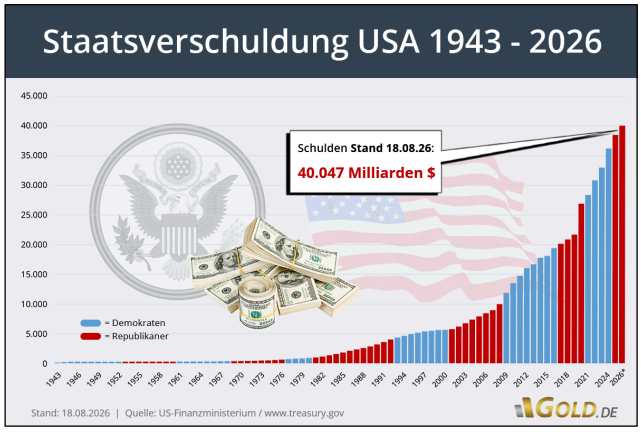
* * *

Une forte dévaluation monétaire, des faillites, un chômage généralisé, des gouvernements autoritaires, la guerre: autant de menaces qui pèsent sur nous. La réaction? Un simple haussement d'épaules!

La montagne de dettes mondiale vacille, la bulle des paris hors bourse est sur le point d'éclater, une crise économique mondiale se profile.

Ce scénario est plus probable que celui d'une attaque de la Russie contre un Etat membre de l'OTAN.

Pourtant, les parlements et les gouvernements n'investissent pas des milliards dans la prévention d'un effondrement financier – contrairement à ce qu'ils font en matière de réarmement. Pourtant, il ne faudrait même pas autant d'argent pour empêcher un krach financier prévisible. Les parlements et les gouvernements négligent même des mesures simples et sans coût pour l'Etat: les banques parallèles,[1] qui mènent des opérations risquées dans l'ombre, restent autorisées et non réglementées. Quelques lignes sur la réglementation suffiraient déjà,[2] pour réduire les risques liés à la spéculation.



Dette publique aux Etats-Unis de 1943 à 2026.

Pourtant, le trading ultra-spéculatif en microsecondes se poursuit.[3] Une micro-taxe sur les transactions financières électroniques, qui rendrait ce type de trading peu attractif tout en générant les recettes nécessaires, est ignorée.[4]

En matière de dette publique et privée également, la volonté de changement fait défaut: au lieu de la réduire grâce à de nouvelles recettes et à une baisse des dépenses, les parlements et les gouvernements ne font qu'accumuler de nouvelles dettes.

Les fonds propres de l'UBS, qui font l'objet de vifs débats et sont controversés, ne sont qu'un détail. Ils ne doivent pas détourner l'attention du véritable problème: le risque mondial d'un krach.

Le principal problème: l'endettement élevé

Kristina Georgiewa, directrice du *Fonds monétaire international* (FMI), qualifie l'endettement élevé des Etats de «problème sans doute le plus grave à long terme pour l'économie mondiale».

Les dépenses militaires et la hausse des coûts énergétiques aggravent la situation.

Ce ne sont pas les pays émergents ou en développement, mais les riches pays industrialisés qui supportent les plus grosses dettes. Les

* *Urs Paul Gasche,* né en 1945 à Bâle, est un journaliste, chroniqueur et ancien présentateur de télévision suisse. De 1986 à 1996, il a dirigé et présenté l'émission télévisée de défense des consommateurs «Kassensturz». Auparavant, il était rédacteur en chef de la «Berner Zeitung». Aujourd'hui, U. P. Gasche est chroniqueur indépendant et rédacteur en chef du journal en ligne «Infosperber». Il est président de la *Fondation suisse pour la promotion de l'information indépendante* (SSUI) et auteur de plusieurs ouvrages.

Etats-Unis, le Japon, l'Italie, la Grèce et la France sont les pays qui vivent le plus à crédit.

A la dette publique s'ajoutent les dettes des ménages et des entreprises (hors établissements financiers). Au cours des dix dernières années, ces dettes privées ont augmenté de 56% en valeur nominale aux Etats-Unis, de 40% au Japon et de 50% en France.

Derrière cela se cache l'illusion selon laquelle la croissance économique permettrait de résoudre les défis économiques, sociaux et sociétaux.[5] Les défenseurs de la croissance occultent un fait: au cours de ce siècle, la croissance économique (PIB) dans les pays industrialisés riches n'a été générée presque exclusivement que par de nouvelles dettes. Poursuivre la croissance à crédit mène au gouffre.

Pourtant, les parlements et les gouvernements restent déterminés à réduire le surendettement grâce à une forte croissance économique. Le fait que cela ait échoué jusqu'à présent ne les incite pas à réfléchir. «Pendant des décennies, les pays industrialisés ont géré leurs finances à crédit», constatait déjà la «Handelszeitung» il y a dix ans. Rien n'a changé depuis. Aujourd'hui, la directrice du *Fonds monétaire international* rappelle qu'il est «impératif» de réduire les dépenses publiques.

> «Les deux grands partis américains ne mesurent pas l'urgence de la situation. Il faudrait dès maintenant réduire les dépenses et/ou augmenter les recettes. Mais la prise de conscience et la volonté nécessaires font défaut.»
>
> *Carmen Reinhart, professeure de finance à la Harvard Kennedy School.*

A eux seuls, les Etats-Unis croulent sous une dette publique de plus de 40 000 milliards de dollars. A cela s'ajoutent des dettes privées et des dettes d'entreprises d'un montant similaire.

La dette publique augmente chaque année de 2000 à 3000 milliards.

Chaque année, des titres d'Etat américains d'une valeur de 9000 milliards de dollars, arrivant à échéance, doivent être remplacés. Pas étonnant que le président *Trump* fasse pression sur la Réserve fédérale américaine pour qu'elle abaisse les taux d'intérêt. En effet, chaque hausse d'un pour cent des taux d'intérêt fait grimper les charges d'intérêts annuelles de 90 milliards de dollars.

Il n'est donc guère surprenant que Trump exhorte les autres pays à ne pas réduire leurs réserves de change en vendant des obligations d'Etat américaines. Plus ces titres arrivent sur le marché, plus les acheteurs exigent des taux d'intérêt élevés.

Pour éviter un afflux de vendeurs, le Trésor américain et la Réserve fédérale *Fed* interviennent avec des mesures contraires aux lois du marché:

- Les banques américaines sont autorisées à acheter de manière quasi illimitée des obligations d'Etat américaines «sûres» sans avoir à renforcer leurs fonds propres. Grâce à ces obligations d'Etat en garantie, elles se procurent des fonds qu'elles peuvent notamment utiliser pour financer des opérations spéculatives sur les marchés financiers.
- L'Etat se finance de plus en plus par des emprunts à court terme, au lieu de miser, comme d'habitude, sur des emprunts à long terme. Il paie ainsi un peu moins d'intérêts. Cela augmente toutefois le risque pour le Trésor américain en cas de hausse des taux d'intérêt et de l'inflation – à l'instar des prêts hypothécaires à court ou à long terme.
- Autrefois, ce sont surtout les caisses de retraite, les compagnies d'assurance et d'autres Etats qui plaçaient leur capital de manière sûre et à long terme dans des bons du Trésor américain. Aujourd'hui, les hedge funds utilisent des bons du Trésor américain d'une valeur désormais supérieure à 2000 milliards de dollars comme titres spéculatifs à court terme. Ils vendent ces obligations à effet de levier – c'est-à-dire avec une mise de 30 à 100 fois supérieure – sous forme de contrats à terme à des prix légèrement plus élevés sur le marché à terme.

  La *Banque des règlements internationaux* (BRI) a récemment lancé une mise en garde: le rôle dominant des hedge funds sur les marchés obligataires créerait un «nouveau point faible pour la stabilité financière». La dépendance vis-à-vis des capitaux empruntés pourrait contraindre les hedge funds à vendre leurs obligations. Leur valeur baisserait, car les acheteurs exigeraient des taux d'intérêt plus élevés pour les durées restantes.

«Tout repose sur l'endettement, des valorisations élevées (des actions et de l'immobilier), des attentes élevées et des interdépendances», met en garde *Beat Thoma,* directeur des investissements chez *Fisch Asset Management* à Zurich et auteur de deux ouvrages sur les marchés financiers. La hausse des taux d'intérêt et l'effritement

du dollar constitueraient une «combinaison dangereuse susceptible d'entraîner une escalade mondiale». («the market», 19 septembre 2026)

> «Nous avons affaire à un système financier dont nous ne comprenons pas les rouages internes.»
>
> *William White, ancien économiste en chef de la Banque des règlements internationaux (BRI)*

La confiance dans le dollar s'effrite

Face au surendettement massif des Etats-Unis, les obligations d'Etat américaines perdent leur réputation de placement sûr:

> en 2008, les institutions publiques étrangères telles que les banques centrales détenaient encore 40% de l'ensemble des obligations d'Etat américaines négociables,[6] en 2020, ce chiffre était tombé à 20%,[7] et aujourd'hui, il n'est plus que de 12%.[8]
>
> La Chine, par exemple, a réduit la part de ses titres de dette publique américaine depuis 2020, passant de 1072 milliards[9] à 618 milliards de dollars[10] aujourd'hui.
>
> Le Royaume-Uni fait figure d'exception: les avoirs en titres de dette publique américaine attribués au Royaume-Uni[11] sont passés de 441 milliards de dollars fin 2020 à 998 milliards de dollars en juillet 2026.
>
> L'attribution par pays ne permet toutefois pas toujours d'identifier les véritables propriétaires.

Markus Städeli, rédacteur économique à la «NZZ», a commenté: «*Bessent* est sans doute le ministre des Finances le plus qualifié au monde. Mais bien sûr, même lui ne peut pas marcher sur l'eau. Si le Congrès américain et le supérieur de Bessent, Donald Trump, ne parviennent pas à maîtriser les finances publiques, l'ancien gestionnaire de fonds spéculatifs se retrouvera dans une situation désespérée.» («Neue Zürcher Zeitung», 29 août 2026)

«Jusqu'à ce que le système économique s'effondre»

> «Des ajustements douloureux sont nécessaires», déclare *Mark Dittli,* rédacteur en chef de «The Market» . Les Etats-Unis devraient stabiliser leurs finances publiques. La Chine et d'autres pays d'Asie devraient réévaluer leurs monnaies. «Si aucune mesure n'est prise, la dette des pays déficitaires ne cessera d'augmenter. Les démocraties occidentales continueront à se désindustrialiser et à succomber au populisme – jusqu'à ce que le système économique mondial s'effondre.» (10 septembre 2026)

Les records boursiers, un signal d'alarme

Pour les obligations d'Etat américaines à dix ans, l'Etat doit déjà payer un taux d'intérêt supérieur



Affluence massive à la «Berliner Sparkasse» après la fermeture des banques, le 13 juillet 1931. (Photo Archives fédérales allemandes, Bundesarchiv Bild 102-12023/Wikipédia)

à 5%. De nombreux investisseurs se contentent de ce rendement. Ils achètent ces obligations, considérées comme sûres, plutôt que d'espérer un rendement encore plus élevé en bourse. Normalement, cela fait baisser les cours des actions.

Ce n'est pas encore le cas. Les investisseurs espèrent toujours obtenir des rendements nettement plus élevés grâce aux actions des groupes spécialisés dans l'IA. Mais dès que les bénéfices de ces groupes, moteurs de la Bourse, s'effondreront, le krach boursier n'en sera que plus violent.

Armin Müller, rédacteur économique chez Tamedia, a constaté sobrement en août: «La fête se poursuit allègrement sur les marchés boursiers, alimentée par de l'argent bon marché, l'imaginaire technologique et l'espoir aussi naïf qu'inébranlable que, cette fois-ci, tout sera différent. Mais tout marché haussier prend fin un jour ou l'autre, et plus la fête est frénétique, plus la chute risque d'être douloureuse.»

> «Je vois actuellement toutes les caractéristiques importantes d'une bulle.»
>
> *Carmen Reinhart, professeure de finance à la Harvard Kennedy School.*

Les personnalités en vue seraient «une caractéristique des bulles spéculatives», met en garde le journaliste financier *Edward Chancellor,* auteur de plusieurs ouvrages sur la spéculation.[12] «Une bulle s'est formée autour du thème de l'intelligence artificielle – et elle va imploser», a-t-il déclaré le 19 septembre à «The Market». Ce qui est particulièrement problématique: en raison du surendettement général, un futur effondrement ne pourrait plus être amorti par une injection massive de liquidités.

Des avertissements émanent également des plus hautes instances: la *Banque des règlements*

internationaux (BRI) évoque une «cécité croissante face aux risques chez les investisseurs».

L'éclatement de la bulle de l'IA touchera également les ménages et les caisses de retraite qui ont investi leur argent dans des fonds indiciels cotés en bourse. En effet, les groupes spécialisés dans l'IA sont de plus en plus présents dans divers indices boursiers.

Les historiens rappellent la crise économique mondiale d'il y a un siècle. Sans elle, l'ascension des nazis et la Seconde Guerre mondiale n'auraient probablement pas eu lieu. A l'époque, les actionnaires se réjouissaient d'une hausse boursière extraordinaire: entre le 24 août 1921 et le 3 septembre 1929, les cours à Wall Street ont grimpé de 500%. Cela correspond à un rendement annuel d'environ 25%. En 1928, la bulle spéculative a atteint son apogée. En l'espace de quelques mois, de mars 1928 à septembre 1929, la Bourse américaine a encore progressé de 80%.

Le 24 octobre 1929, le krach boursier historique a brutalement mis fin aux «années folles». En Allemagne, la crise a favorisé la montée en puissance des nazis.

Les spécialistes de la finance s'accordent sur un point. Un krach financier va se produire. Mais personne ne sait ce qui le déclenchera ni quand il aura lieu.

Source: https://www.infosperber.ch/wirtschaft/kapitalmarkt/die-zeichen-stehen-auf-finanzcrash-die-politik-schaut-zu/, 23 octobre 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

[1] *https://www.infosperber.ch/wirtschaft/kapitalmarkt/grossbanken-warnen-vor-tickender-zeitbombe-zuenseln-aber-mit/*

[2] *https://www.infosperber.ch/wirtschaft/kapitalmarkt/gegen-das-gefaehrliche-finanzcasino-koennen-ein-paar-saetze-helfen/*

[3] *https://www.infosperber.ch/wirtschaft/kapitalmarkt/mikrosekunden-wettgeschaeft-an-boersen-verbieten/*

[4] *https://www.infosperber.ch/wirtschaft/kapitalmarkt/eine-mikrosteuer-wuerde-die-casino-wetten-der-ubs-erschweren/*

[5] *https://www.infosperber.ch/wirtschaft/wachstum/in-memoriam-hpg-das-wirtschaftswachstum-beruht-auf-pump/*

[6] *https://www.federalreserve.gov/monetarypolicy/files/fomc20081212memo16.pdf*

[7] *https://home.treasury.gov/system/files/221/CombinedChargesforArchivesQ42020.pdf*

[8] *https://www.brookings.edu/articles/whos-buying-u-s-treasury-debt-and-why/*

[9] *https://ticdata.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Documents/mfhhis01.html*

[10] *https://ticdata.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Documents/slt_table5.html*

[11] *https://ticdata.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Documents/mfhhis01.html*

[12] *https://www.edwardchancellor.com/*